

ENQUETE RAPIDE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES DEPARTEMENT DE KANTCHE, REGION DE ZINDER -AVRIL 2008

Hélène Berton / Abdou Malam Dodo – Save the Children UK – Niger
Avec la participation de M. Hachimou Issa, représentant du CR/PGCA¹ de Zinder, et M. Issaka Boubacar, DDDA² de Kantché.

La montée des prix au Niger lors des dernières semaines, n'est pas sans rappeler les douloureux souvenirs de l'année 2005 où le prix des denrées de base avait atteint des niveaux records et créé une situation nutritionnelle très critique. Afin de mieux comprendre la situation alimentaire sur ses zones d'intervention et notamment l'impact de la montée des prix des céréales, Save the Children a mené une enquête sur l'économie des ménages dans le département de Kantché (anciennement Matameye), région de Zinder.

Principaux résultats de l'enquête :

- Les **difficultés économiques au Nord du Nigeria ont de fortes répercussions sur l'économie des ménages les plus pauvres de la zone (67% des ménages)** en raison :
 - De la cherté des denrées sur les marchés nigériens défavorisent l'apport de vivres par les migrants
 - De la forte concurrence entre les migrants qui réduit les opportunités économiques et donc l'apport en cash dans les villages
- Une situation alimentaire très inégale sur le département :
 - La **zone Sud et Sud-Est du département plus ou moins épargnée** grâce à une relativement bonne production vivrière et la présence de cultures irriguées destinées à la vente (demande plus élevée en produits maraîchers cette année vers le Nigeria)
 - La **zone Nord et Nord-Ouest connaît de lourdes difficultés** en raison de l'échec de la production agricole en 2007, de la cherté des vivres et du manque de revenu de l'exode. Ces difficultés s'illustrent par des départs inhabituels de ménages notamment sur les zones agropastorales de Tessaoua et Tanout où les récoltes ont été plutôt bonne, l'augmentation de vente des terres, la consommation d'aliments de pénurie.
- Une situation économique qui impacte de manière très inégale les différents groupes socio-économiques :
 - Les **ménages moyens et plus nantis sont faiblement affectés par la situation** en raison du bon maintien du cours du bétail et des revenus du commerce et du transport (ainsi que grâce aux cultures irriguées sur la zone sud)
 - Les **ménages pauvres et très pauvres, voient leur pouvoir d'achat drastiquement réduit** en raison d'importantes pertes de revenus de l'exode et de la montée des prix des denrées de base qui constitue leur principal poste de dépense.
- Les ménages les plus pauvres, soit **40% des ménages, de la zone non irriguée (Nord, Nord-Ouest) n'ont pas pu couvrir leurs besoins énergétiques (2100 Kcal/jour/personne) au cours du dernier trimestre (89%)**. Les prochains mois risquent d'être encore plus difficiles et pourraient être lourds de conséquence sur l'état nutritionnel et économique des populations (à long et à court terme). Un support alimentaire et/ou économique leur serait nécessaire.

¹ CRPGCA : Comité Régional de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires

² DDDA : Direction Départementale du Développement Agricole

I. METHODOLOGIE

L'enquête s'est déroulée du 28 mars au 5 avril 2008. L'équipe était constituée de M. Hachimou Issa représentant du CR/PGCA de Zinder, de M. Issaka Boubacar de la DDDA de Kantché, ainsi que d'une équipe d'enquêteurs de Save the Children tous préalablement formés à la méthodologie HEA³.

L'enquête a d'abord consisté à la collecte d'informations secondaires auprès d'informants clés sur la région de Zinder (PAM, OPVN, ONG, etc) afin de mieux cerner le contexte et d'utiliser des informations existantes. L'équipe a ensuite focalisé son travail sur le département de Kantché.

I.1. Zonage

La première étape de cette enquête a consisté au fractionnement du département afin d'avoir une image des zones d'économie alimentaire plus homogènes c'est-à-dire de zones où les habitants ont typiquement les mêmes options pour obtenir leur revenu et leur nourriture et qui adoptent les mêmes stratégies de survie en cas de difficulté. Ceci est autant plus important car permet de voir qui parmi cette population est vulnérable, à quels chocs et pendant quelle période. Le zonage utilisé dans cette enquête reflète les divisions agro-écologiques faites par le service départemental de l'agriculture de Kantché qui partage le département en deux zones en fonction de potentiel irrigable.

Figure 1 – Carte du zonage



Ainsi la zone regroupant les communes de Kantché, Ichirnawa, Daoutché et la partie nord et sud Ouest de la commune de Matameye est considéré comme **zone non irriguée ou zone Nord, Nord-Ouest** et l'autre partie de cette enquête est considérée comme **zone irriguée ou zone Sud, Sud-Est** regroupant la commune de Doungou, Dan Barto, Yaouri, Kourni, Tsaouni et le sud et sud Est de la commune de Matameye. Au niveau de chaque zone quatre villages ont été choisi pour abriter l'enquête soit au total huit villages dans les deux zones.

I.2. Groupes socio-économiques

L'étape suivante a été de définir, au niveau de tous les villages choisis, des groupes socio économiques, c'est-à-dire de groupe de ménage qui ont des capacités identiques à exploiter les différentes options de nourriture et de revenu à l'intérieur d'une zone d'économie alimentaire. Cette classification est faite par la population elle-même et est basée sur les facteurs tels que l'exploitation de la terre et le nombre des bétails possédés. Ainsi, dans chacun des villages enquêtés, quatre groupes de richesse ont été identifiés. Ceux-ci ont ensuite été interrogés séparément sur la façon dont ils obtiennent leur nourriture (la quantité de nourriture ainsi que les différentes sources), sur leurs dépenses et sur leurs sources de revenus.

³ HEA : Household Economy Analysis = Analyse de l'économie des Ménages

L'enquête n'a en effet pas vocation de mener une étude statistique sur la sécurité alimentaire sur le département mais plutôt d'avoir une image détaillée de la situation dans les villages en essayant de comprendre les interactions et les différences entre les groupes socio-économiques, les sources de nourriture, les revenus et les dépenses. La méthodologie de l'enquête est fortement inspirée de la méthodologie HEA, toutefois cette dernière a été simplifiée en raison du temps et des moyens limités de l'enquête. Par ailleurs, contrairement à la méthodologie HEA, ce ne sont pas les données de références qui ont été collectées mais les données sur les six derniers mois. Les villageois ont aussi été interrogés sur les changements par rapport aux années précédentes. Afin de mieux capturer les variations saisonnières dans l'acquisition de nourriture et de revenus, les données ont été collectées par trimestre : le premier trimestre correspond à la période post récolte (de octobre à décembre 2007), le deuxième trimestre correspond à la période sèche froide (de janvier à mars 2008).

En complément de ces données des informations qualitatives et quantitatives ont été collectées pour mieux comprendre notamment les mécanismes d'exode, mécanismes de survies et les différentes activités économiques de la population.

II. DESCRIPTION DE LA CAMPAGNE 2007-2008 SUR LE DEPARTEMENT DE KANTCHE

Les données officielles sur la production agricole 2007⁴ font état d'une production de mil relativement proche de la moyenne sur les cinq dernières années et d'une baisse de la production de sorgho de l'ordre de 8,5%. La production de niébé enregistre une baisse significative (-13 %) alors que l'arachide connaît une augmentation de production de 23,5%.

Tableau 1 – Evolution de la production sur le département de Kantché sur les 5 dernières années

	2 002	2 003	2 004	2 005	2 006	Production moyenne (2002–2006)	2007	Taux d'évolution par rapport à la moyenne
mil	65 439	77 495	64 969	77 043	73 808	71 751	72124	+0,52
sorgho	38 206	38 484	36 880	37 105	40 763	38 288	35029	-8,51
niébé	29 945	17 689	9 605	10293	17 607	17 028	14783	-13,18
arachide	5 231	8 414	15 881	14106	33 853	15 497	19149	+23,57

Source : DDDA

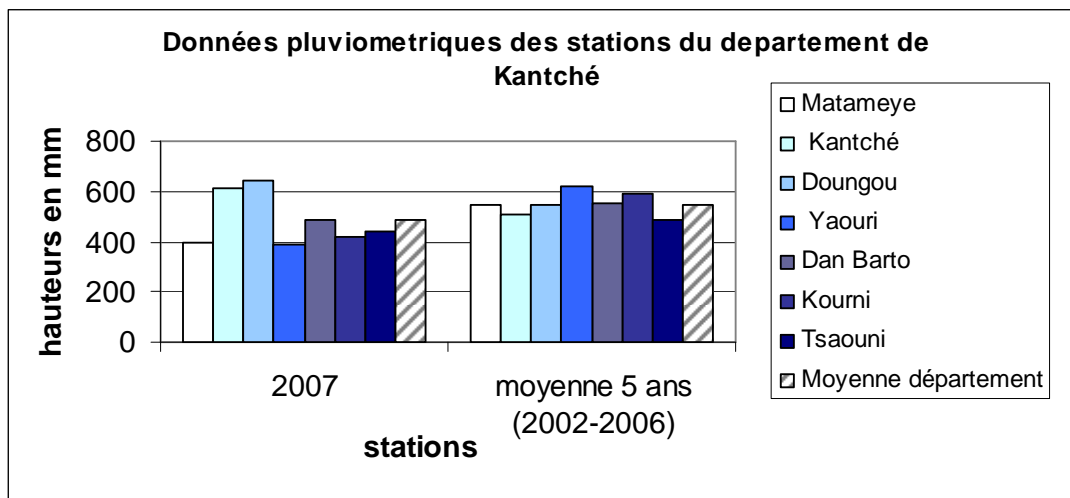
Toutefois, la situation agricole est très inégale sur l'ensemble du département, les zones du sud et sud-est ont enregistré de plutôt bonnes productions alors que les certains villages des communes du Nord et Nord-Ouest (Kantché, Ichirnawa, Daouché et Matameye) ont subi de forts déficits. Ceci est la conséquence cumulée de retard de semis et de l'arrêt précoce de pluie alors que les cultures n'ont pas bouclées leur cycle de culture et en plus s'ajoute les pressions parasitaires surtout sur l'arachide et niébé.

Les données pluviométriques enregistrées cette année dans le département montrent une légère baisse des précipitations par rapport à la moyenne des 5 dernières années pour la plupart des stations suivies. Le nombre de jours de pluie pour certaines stations sont en dessous de la moyenne. On peut dire sans risque de se tromper que la mauvaise production agricole de la campagne agricole 2007 - 2008 est

⁴ Les données 2007 sont des données prévisionnelles. Les résultats définitifs de la campagne ne sont pas encore disponibles

l'effet d'une mauvaise répartition de la pluie, déversée vers la fin de la campagne et qui s'est arrêtée brusquement au moment où les cultures ont plus besoin d'eau pour parachever leur cycle.

Figure 2 – Hauteurs pluviométriques sur les différentes communes de Kantché en 2007 et moyenne sur 5 ans



Cette situation a entraîné un déficit céréalier dans plusieurs villages du département. Le degré de déficit varie de 45% à 80% selon les villages touchés. Les déficits céréaliers sont plus importants dans la zone dite non irriguée de cette enquête.

Tableau 2 – Liste des villages déficitaires enquêtés par la DDA

Zone	Communes	Nombre des villages	Population en risque	Degré de déficit
Zone non irriguée	Kantché	34	28 561	de 55 à 80%
	Daouché	3	4 946	70%
	Ichirnawa	20	17 726	55%
	Matameye	8	13 356	de 55 à 70%
Zone irriguée	Yaouri	5	2 627	45%
	Dan Barto	6	3 436	55%
	Kourni	5	2 096	
	Doungou	0		
Total		81	72 748	

Sur 273 villages suivis par le service de l'agriculture au cours de l'hivernage, 81 villages sont déficitaires à la campagne hivernale de 2007 et 65 villages sont de la zone non irriguée. La population en risque est estimée⁵ à 72 748 dont 46 287 personnes dans les deux communes de Kantché et Ichirnawa situées dans la zone non irriguée.

⁵ Les villages déficitaires – Campagne agricole 2007 – département de Matameye – Source DRDA

III. RESULTATS DE LA ZONE NORD / NORD-OUEST, NON IRRIGUEE

III.1. Description de la zone

La zone non irriguée représente la partie nord du département de Kantché et regroupe les communes Kantché, Daoutché, la partie Nord de la commune d'Ichirnawa, et la partie Nord et Sud Ouest de la commune de Matameye. Avec une population de 106 763 habitants⁶, la zone non irriguée est considérée comme zone moins peuplée par rapport à la zone irriguée.

La zone est dite d'agriculture pluviale. Cependant cette activité, à l'instar des autres zones agro-écologiques du pays est confronté à d'énormes problèmes liés à l'irrégularité et la mauvaise répartition de la pluviométrie auxquelles s'ajoute la pauvreté du sol et l'érosion conduisant ainsi à une mauvaise production agricole faisant que cette zone est chroniquement déficitaire⁷.

Les potentiels d'irrigations (cuvettes fertiles, bas fond, nappe phréatique peu profonde) sont quasiment inexistant dans cette zone même si par ailleurs on trouve par endroit des mares semi permanentes mais non exploitées par la population pour des raisons de manque d'appuis.

Le sol qui est en majeure partie argileux freine l'infiltration des eaux de ruissellement et provoque des stress hydriques quand les pluies ne sont pas rapprochées. La faible porosité du sol devient un facteur limitant pour la pratique de l'agriculture par endroit car ne permettant pas aux plants d'enfoncer les racines pour s'alimenter. Une partie de la zone est d'ailleurs semi désertique et impropre à la culture.

L'exode rural est très développé dans cette zone. Il contribue de façon significative à la sécurité alimentaire surtout des ménages pauvres car ceux-ci disposent de peu de terre en raison de la pression démographique croissante. Le mouvement des migrations saisonnières se fait généralement vers le Nigeria mais quand la production au niveau des départements voisins est bonne, les migrations s'effectuent sur ces zones.

III.2. Caractéristiques des groupes socio-économiques





L'enquête a permis de catégoriser la population des villages enquêtés dans quatre catégories socio-économiques : les très pauvres, les pauvres, les moyens et les plus nantis. Le profil de chacun de ces groupes est présenté dans la figure 4. Les classes pauvres et très pauvres représentent respectivement 27 et 40 % des ménages soit 67% des ménages ; les moyens 19% et les plus nantis 14%. Compte tenu de la grande différence de taille des ménages (les ménages aisés ont une plus grande taille de ménage - 16 personnes- que les ménages pauvres -8 personnes), le nombre de personnes vivant dans un ménage aisé (moyen ou plus nanti) est à peu près équivalent au nombre de personnes vivant dans un ménage pauvre ou très pauvre.

Les surfaces cultivées sont très faibles chez les très pauvres (0,8 ha en moyenne) ce qui ne leur permet pas même en bonne année de nourrir leur famille sur leur production. Cette catégorie de population va en effet avoir recours à diverses activités économiques locales (dont le travail pour les plus nantis du village) et à l'extérieur de la zone pour assurer sa survie. Les très pauvres bénéficient d'un nombre très faible d'animaux, certains n'en ont d'ailleurs pas et la plupart de ce qui ont des animaux sont en fait des animaux mis à disposition par les classes les plus aisées (système de kyo) pendant une certaine période jusqu'à ce que ces animaux soient vendus où alors une partie des bénéfices de la vente leur sera remis (ou quant l'animal met bas le petit revient à la personne à laquelle il est confié)

⁶ RMACOM 2006

⁷ Synthèse des zones vulnérables par région de l'année 2007 / 2008 de la DRDA de Zinder

Figure 3 – Groupes socio-économiques sur la zone non irriguée

	Caractéristiques des groupes socio-économiques			
	Taille ménage	Terre cultivée	Propriété en bétail	Charettes
Très pauvre 	8	0,8 ha	0 bovins, 0-3 caprins, 0-3 ovins souvent en 'Kyo', 0-2 volailles	-
Pauvres 	8	1,5	0 bovins, 2-4 caprins, 1-3 ovins souvent en 'Kyo', 5 volailles	-
Moyens 	12	3	3-4 bovins, 5-7 caprins, 6-8 ovins, 6 volailles	1
Plus Nantis 	16	5	6-10 bovins, 7-11 caprins, 8-12 ovins, > 10 volailles	1 - 2

Les pauvres ont quasiment le double de surface cultivée que les très pauvres (1,5 ha en moyenne). Ils vont aussi avoir quelques animaux qui leur appartiennent tout en bénéficiant du système de 'Kyo' (prêt). Cette catégorie socio-économique devra aussi fortement compléter ses revenus par diverses activités économiques.

Les moyens et les plus nantis bénéficient d'un capital productif (terre et cheptel) nettement plus conséquent que les deux classes les plus pauvres et sont caractérisés par la possession de bovins qu'ils valorisent par l'embouche (vente à prix avantageux) et pour le transport. Ils ont d'ailleurs des charrettes qui leur permettent de réaliser des échanges commerciaux et qui s'avèrent également très utiles pour la culture (transport de fumier, etc). Ces classes ont également la capacité d'investir dans le commerce et vont offrir localement du travail (agriculture, construction, etc) aux classes les plus pauvres.

III.3. Source de nourriture

Lors du premier trimestre suivant la récolte (d'octobre à décembre 2007), l'ensemble des groupes socio-économiques était relativement proche de couvrir leurs besoins alimentaires énergétiques (2100 Kcal/jour/personne) : 98% de couverture pour les très pauvres et 100% de couverture pour les pauvres. Les deux classes les plus aisées (moyens et nantis) étaient au-delà des 100% en raison de leur alimentation plus riche mais aussi car ils nourrissent occasionnellement les enfants des classes les plus pauvres.

Pour les classes les plus aisées, la principale source de nourriture provient des achats. En effet, ces catégories socio-économiques vont utiliser leur récolte progressivement et souvent préférer acheter dans cette phase post-récolte car les prix des denrées sont plus abordables afin de conserver la récolte pour la période de soudure. La consommation de la récolte n'est toutefois pas négligeable, elle représente plus de 40% des sources de nourriture.

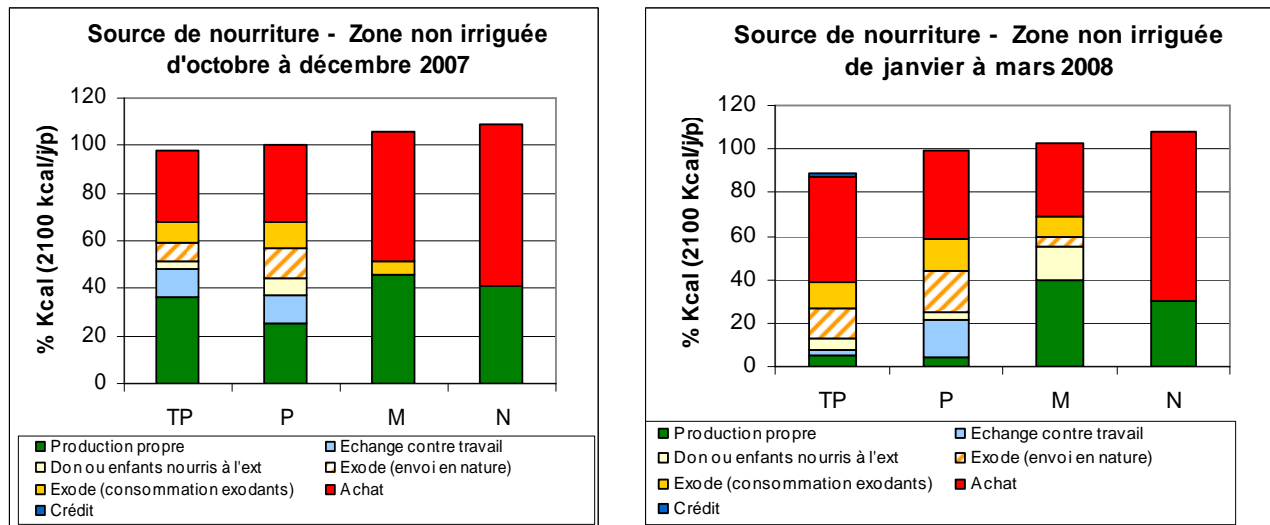
Concernant les catégories socio-économiques pauvres et très pauvres, les sources de nourritures sont beaucoup plus variées et illustrent les difficultés économiques de ces ménages. En effet, 15 à 20% de la nourriture consommée provient de l'exode (consommation sur place par les migrants ou envoi en nature). De plus, environ 30% de la nourriture consommée est achetée, notamment grâce l'argent rapporté de l'exode (près de 25% des revenus à cette saison) et de diverses activités menées localement (cf. II3). Sans l'exode qui s'effectue principalement vers le Nigéria, les classes pauvres et

très pauvres ne pourraient pas couvrir leurs besoins alimentaires de base. Cette activité est donc vitale. Toutefois, cette année, l'exode est nettement moins rentable que les années précédentes d'après les déclarations des villageois. Le coût élevé des denrées alimentaires au nord du Nigéria (plus cher qu'au Niger) ne permet plus l'apport de sac de mil ou de sorgho. Les apports en céréales en nature proviennent d'ailleurs cette année non pas du Nigeria mais des zones agropastorales du Nord de Tessaoua et de Tanout où les récoltes ont été bonnes. En effet, une certaine catégorie de migrants et mêmes de ménages entiers sont allés vers ces zones pour trouver du travail qu'il leur est souvent payé en nature.

L'échange contre le travail local représente environ 10% des sources de nourriture, il s'agit principalement de travaux liés à l'agriculture (récolte, de battage du mil, etc).

La production agricole n'est pas non plus négligeable à cette saison. Il est à noter que la proportion de consommation de la production propre est moins élevée chez les classes pauvres que celle des très pauvres. Ceci serait dû au fait que les pauvres vendent d'avantage de production que les très pauvres et doivent rembourser des dettes que les très pauvres ont moins l'occasion d'avoir car ils sont peu solvables.

Figure 4 et 5' - Source de nourriture zone non irriguée d'octobre à décembre 2007 et de janvier à mars 2008



Lors du deuxième trimestre, qui vient de se terminer, les difficultés alimentaires se sont sensiblement accentuées. Les ménages très pauvres ne couvrent plus que 89% de leurs besoins en Kcal. La diminution de la ration énergétique s'accompagne également de la diminution de la qualité de l'alimentation. Si la situation continue à se dégrader, l'état nutritionnel et sanitaire des populations risque clairement de devenir critique. Les classes très pauvres et pauvres ont d'ailleurs déjà commencé à consommer les aliments de pénuries (exemple : euphorbe). Ceci ne s'était pas vu sur cette zone et dans ces proportions depuis la fin de la période de soudure 2005.

Pour les deux classes pauvres, la production représente une source de nourriture très faible (4 à 5%). L'exode est une source de nourriture encore plus importante (26% pour les TP et 34% pour les P) qu'au trimestre précédent. On peut noter aussi que malgré l'augmentation des difficultés, le recours au don n'augmente pas et constitue ainsi un maigre filet de sécurité.

Le recours à l'achat est devenu la plus importante source de nourriture. Là encore, les perspectives sont inquiétantes car les prix des céréales de base sont élevés cette année. D'après les données

récoltées dans les villages, le prix de la tia de mil était au moment de l'enquête (fin mars 2008) à 500 FCFA. Ce qui est bien plus élevé que l'an dernier à la même période mais en deçà des prix de 2005.

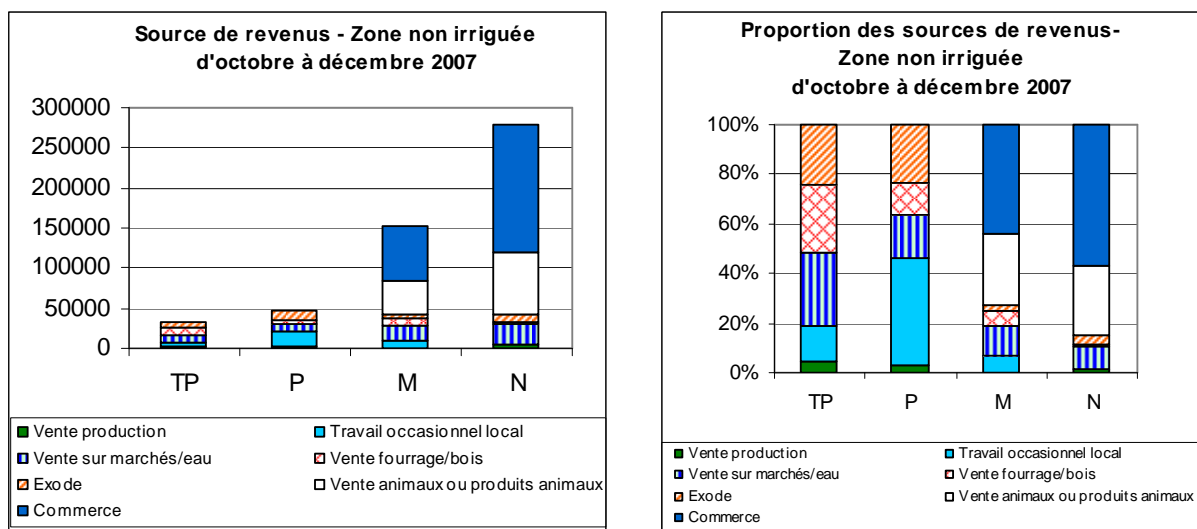
Pour les classes aisées, la consommation de la production a légèrement chuté. Les plus nantis ont significativement augmenté leur recours à l'achat et les moyens commencent à devoir compter sur l'exode. Il est à noter que les moyens auraient bénéficié sur cette zone d'un projet, ce qui correspond aux dons. Ces deux classes arrivent encore aisément à couvrir leurs besoins alimentaires de base et sont même en dessus. (103% pour les moyens et 108% pour les plus nantis).

III.4. Source de revenus en cash

Les sources de revenus sont très inégales entre les ménages des différents groupes socio-économiques. Au premier trimestre, les sources de revenus des ménages les plus pauvres étaient plus de huit fois inférieures à celle des ménages les plus nantis. Ceci est toutefois à relativiser avec la taille des ménages (16 personnes chez les plus nantis et 8 personnes chez les plus pauvres), ce qui fait un revenu par personne de 4 fois plus élevé entre très pauvres et nantis.

Il est également intéressant de constater que les types de revenus entre les pauvres et les très pauvres sont relativement similaires, il en est de même entre les moyens et les nantis. Au premier trimestre, la plus grosse source de revenus en cash des pauvres était le travail occasionnel local (travaux de construction, travaux agricoles), puis l'exode. Pour les très pauvres, les sources de revenus proviennent principalement d'activités secondaires telles que la vente de bois, fourrage, résidus de récoltes, la vente d'eau décorticages du mil et l'exode. Il semble qu'il y ait moins d'actifs masculins dans les ménages très pauvres que dans les ménages pauvres. Les femmes des ménages très pauvres ont en effet une plus grande responsabilité dans le gain de revenus que chez les ménages pauvres, où typiquement, un homme va partir en exode (généralement le fils) et un va travailler sur place. La forte activité des femmes chez les ménages les plus pauvres n'est pas sans répercussion dans le soin aux enfants.

Figure 5 et 6': Source de revenus des différents groupes socio-économiques entre octobre et décembre 2007 et proportions de ces revenus sur la zone non irriguée

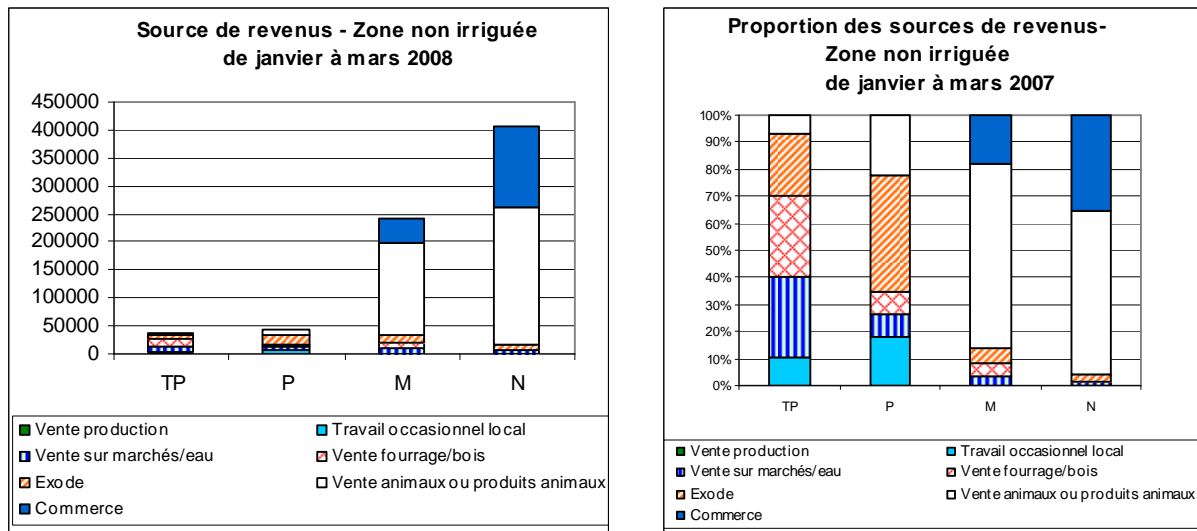


Pour les ménages les plus aisés, la principale source de revenu en période post-récolte est le commerce (surtout le commerce de céréales et de bétail) ainsi que les activités de transport qu'ils mènent grâce à

la possession de charrette à bœuf. Les revenus de vente sur les marchés pour ces deux classes correspondent principalement aux activités des femmes qui ont les moyens d'investir dans des activités génératrices de revenus: extraction et vente d'huile, fabrication et vente de beignets.

Au second trimestre, alors que les opportunités de travailler localement se raréfient, les pauvres ont envoyé un second travailleur en exode. L'exode est devenu la principale source de revenu en cash. Toutefois, les revenus de l'exode sont en dessous des attentes car les opportunités de travail au Nord du Nigeria sont plus faibles que les années précédentes en raison du grand nombre de migrants (provenant de différents pays) présents sur la zone. Par ailleurs, le coût de la vie y est aussi plus cher que la normale ce qui augmente les dépenses sur place et donc le bénéfice net à rapporter au village sera moindre. Enfin, les années précédentes, le produit de l'exode n'était en général pas de l'argent liquide mais des sacs de céréales. Cette année, le prix des céréales au Nigeria et le prix du transport ne sont pas avantageux pour que les migrants choisissent cette option.

Figure 7 et 7': Source de revenus des différents groupes socio-économiques entre janvier et mars 2008 et proportions de ces revenus sur la zone non irriguée



On peut également noter que les deux classes les plus pauvres vont bénéficier d'un revenu du bétail dont ils ne bénéficiaient pas au trimestre précédent. Pour les très pauvres, il s'agit de la vente d'animaux en kyo. Le propriétaire va vendre l'animal et remettre un tiers de sa valeur à celui qui s'en occupait. Chez les pauvres, il peut aussi s'agir de cela ou de la vente d'un petit parmi leurs propres animaux.

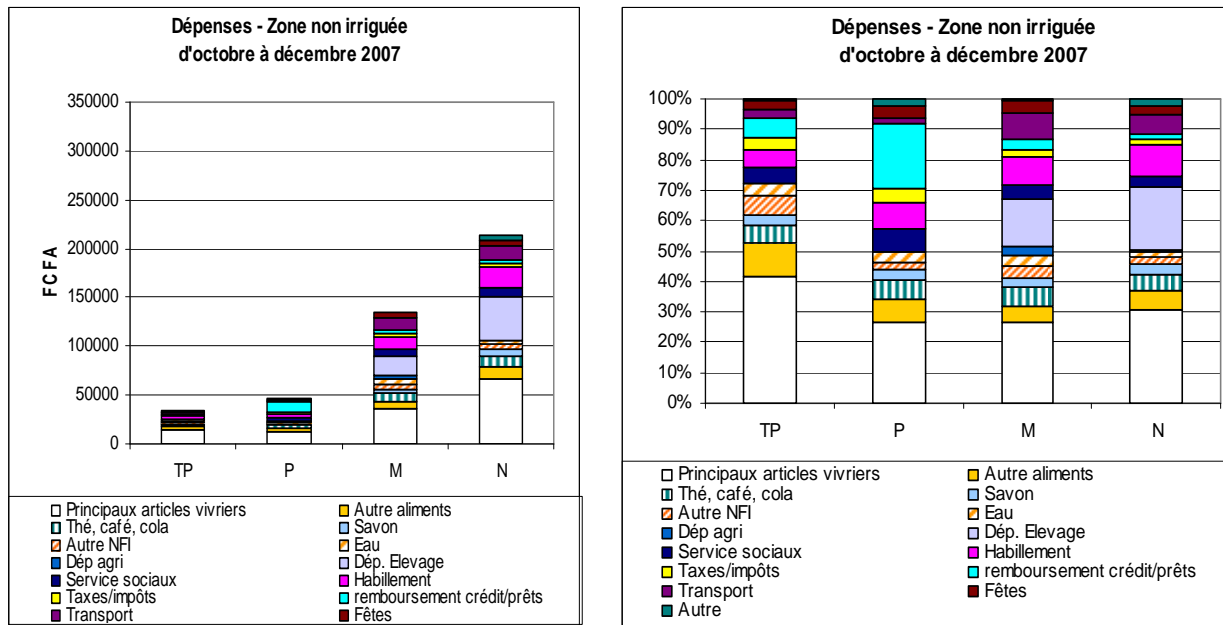
Chez les moyens et les nantis, sur ce deuxième trimestre, la vente des animaux est la plus grosse source de revenu. En effet, à cette saison, le commerce est moins rentable qu'au premier trimestre et le prix du bétail est avantageux pour la vente. Il s'agit d'animaux engraisés, souvent ovins ou bovins vendus à bon prix vers le Nigeria (un bovin engraisé est vendu entre 250 000 et 300 000 FCFA).

Il est à noter que pour les moyens et les nantis, la production agricole n'est pas vendue. En effet, les productions en céréales ont été relativement faibles et sont donc conservés pour la consommation et le possiblement le paiement des travailleurs pendant la période de soudure. Les productions d'arachide et de niébé, traditionnellement destinées à la vente, ont été très faibles cette année sur la zone et n'ont donc pas permis la vente.

III.5. Dépenses

Les montants des dépenses des groupes socio-économiques pauvres et très pauvres sont relativement similaires à leurs revenus. Lors du premier trimestre post-récolte, les dépenses sont très variées, y compris pour les très pauvres. L'alimentation représente tout de même un poste de dépense élevé. L'alimentation représente près de la moitié des dépenses totales chez les très pauvres (dont 41% sont des dépenses en denrées de base) et environ un tiers chez les pauvres. La période post-récolte est la période de l'année où s'effectue la proportion la plus importante des dépenses non alimentaires. C'est notamment la période de remboursement des dettes ; 21% des dépenses des pauvres sont des remboursements de crédits. C'est également la période d'achat de l'habillement, du paiement des impôts et des fêtes et cérémonies.

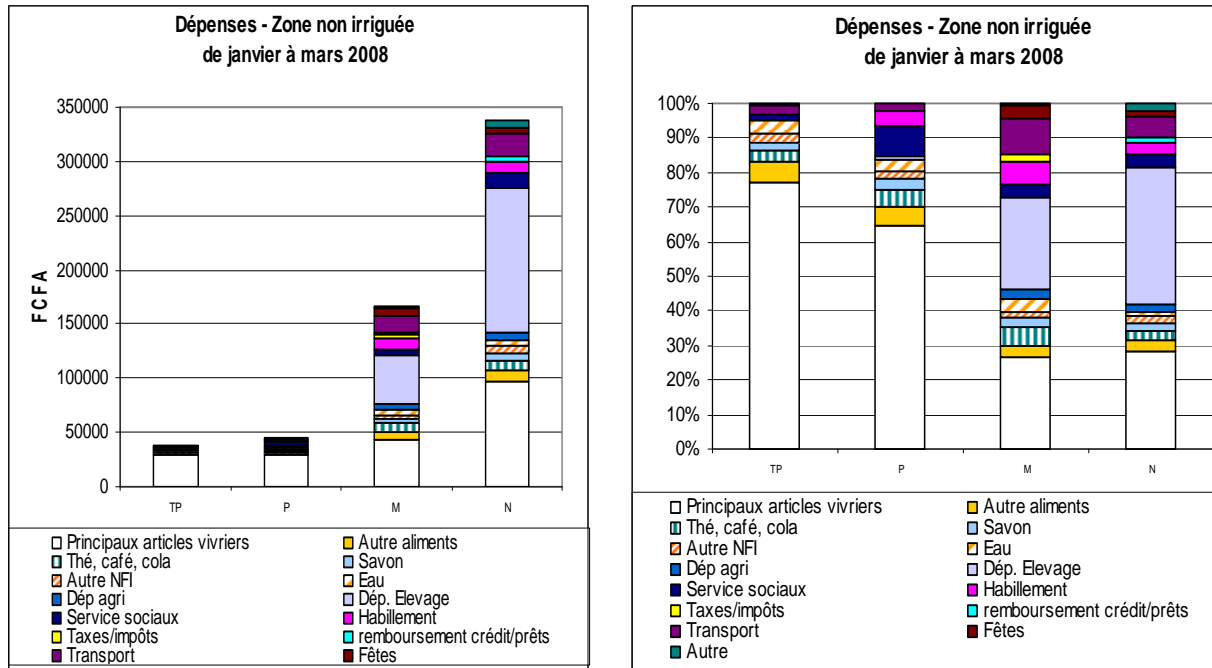
Figure 7 et 7': Dépenses et proportion des dépenses des différents groupes socio-économiques entre octobre et décembre 2007 sur la zone non irriguée



Pour les classes plus aisées, les proportions de dépenses pour l'alimentation sont relativement similaires à celles des pauvres. Les moyens et les nantis ont de plus d'importantes dépenses liées à l'élevage (embouche des animaux).

Lors du deuxième trimestre il est frappant de constater que si les proportions de dépenses ne changent radicalement pas pour les classes aisées, elles sont très différentes pour les classes les plus pauvres. En effet, 83% des dépenses des très pauvres sont des dépenses alimentaires. Parmi celle-ci 77% vont servir à l'achat des céréales. On note une diminution sensible des dépenses allouées à la qualité de l'alimentation (condiments, lait, etc). Les dépenses restantes sont quasi incompressibles telles que l'eau : 4%, les dépenses en fuel, charbon : 3%, les frais de transport : 2%, le savon : 2%.

Figure 8 et 8': Dépenses et proportion des dépenses des différents groupes socio-économiques entre janvier et mars 2008 sur la zone non irriguée



Pour les classes les plus aisées, le montant des dépenses a augmenté entre le premier et le deuxième trimestre. Ceci correspond à des dépenses plus importantes en céréales pour l'alimentation du ménage, mais également pour l'élevage et plus particulièrement l'achat d'animaux pour l'embouche. Pas moins de 40% des dépenses les plus nantis est investi dans l'élevage.

Tableau 3 – Différence entre dépenses et revenus des différents groupes socio-économiques au cours des deux trimestres

Trimestre 1	TP	P	M	PN
Revenus	33 050	46 500	151 250	278 375
Dépenses	33 547	46 731	135 444	213 375
Revenus - Dépenses	-497	-231	15 806	65 000

Trimestre 2	TP	P	M	PN
Revenus	37 225	44 600	240 150	405 500
Dépenses	37 625	44 750	165 494	338 325
Revenus - Dépenses	-400	-150	74 656	67 175

Par ailleurs, il est intéressant de constater que sur les deux premiers trimestres après la récolte, les moyens et les plus nantis ont des revenus en cash supérieurs à leurs dépenses. Ils font donc un bénéfice. Avec ces excédents, les plus aisés vont pouvoir faire des stocks en nature (céréales) ou en cash pour faire face aux dépenses alimentaires de la période de soudure ainsi que pour payer les travaux des champs. Pour les classes les plus pauvres, les dépenses sont similaires aux revenus. Le revenu va souvent déterminer les dépenses alors que chez les classes aisées, ce sont plutôt les dépenses qui vont déterminer le revenu (vente de plus ou moins d'animaux).

III.6. Mécanismes d'adaptation

Les communautés ont été interrogées par rapport à des changements inhabituels de comportement concernant leur alimentation, les migrations et la vente de biens. Ces changements ont été observés sur l'ensemble des localités enquêtées.

La migration des hommes a été relatée comme étant anormale dans le sens où elle avait débuté plus tôt, l'espace entre le retour des migrants s'était réduit mais aussi et surtout car le nombre de migrants hommes est plus élevé que l'année précédente (de + 25 à 50% selon les sites), sauf sur un site où le nombre de migrants a diminué (-40%). La communauté a en effet expliqué que cette source d'emploi était saturée et que les migrants étaient partis sans pouvoir trouver de travail et donc étaient revenus. Un site a également notifié le fait que certaines femmes partent en exode, mais le phénomène n'est pas nouveau à cette année et reste limité, même s'il est un peu plus important à l'heure actuelle que l'an dernier à la même période.

Trois des quatre sites enquêtés ont signalé le départ de familles entières, alors que l'année dernière à la même période seul un site avait subit ces départs et dans des proportions deux fois moindre. Le phénomène reste toutefois très limité à l'heure actuelle. Le départ des ménages s'effectue principalement vers le Nord du département de Tessaoua et le Sud de Tanout où les récoltes plutôt bonnes offriraient aux familles la possibilité d'échanger leurs services contre du mil pour le décorticage du mil et divers autres travaux. Le départ de famille entière s'accompagne du retrait des enfants du ménage concerné de l'école.

La vente des terres était l'an dernier était très rare. Cette année elle concerne l'ensemble des sites enquêtés (cf tableau 3). Les terres sont achetées par les classes les plus aisées du village ou par les communautés environnantes.

Tableau 4- Nombre de ménages ayant vendu des terres dans les villages enquêtés de la zone non irriguée

	El Kadagna	Fizguine	Dawan Marke	Ichirnawa Léko)	
Mars 2008		7	25	4	20
Mars 2007		0	10	0	0

L'hypothèque des terres serait aussi beaucoup plus répandue cette année mais il n'a pas été possible de le chiffrer.

IV. RESULTATS DE LA ZONE SUD / SUD-EST, IRRIGUEE

IV.1. Description de la zone

La zone irriguée est une zone densément peuplée qui compte 139 733 habitants. Cette zone bénéficie de davantage d'atouts que la zone non irriguée par son potentiel agricole et de par sa proximité avec le Nigeria. En effet, les marchés d'approvisionnement en céréales les plus importants du département sont localisés dans cette zone (Doungou, Maiwando, Kourni, Matameye et Katofou). La proximité avec le Nigeria facilite les échanges commerciaux avec les commerçants Nigériens pour les céréales mais aussi pour le bétail et l'exode des bras valides qui font de nombreux aller-retour entre Niger et Nigeria.

D'un point de vue agricole, le sol est de texture sablonneuse facilitant ainsi l'infiltration des eaux de ruissellement et qui est plus adopté à la culture des céréales (mil, sorgho) et des légumineuses. Dans cette zone l'amendement organique et même chimique est très répandu, ce qui rend la terre plus fertile

et de fait rentabilise la culture d'hivernage plus que la zone non irriguée. La production agricole cette année est relativement bonne surtout sur la bande Sud-est d'après les informations reçues.

Cette zone bénéficie aussi d'un potentiel d'irrigation notamment des cuvettes et bas-fonds fertiles avec des nappes phréatiques peu profondes. Environ un village sur deux de la zone vont bénéficier de ces bas-fonds. Dans les villages où l'irrigation est rendue possible, tous les groupes socio-économiques sont engagés dans cette activité. Ceci contribue de façon significative à leur alimentation par consommation des fruits et légumes ayant des hautes qualités organoleptique.

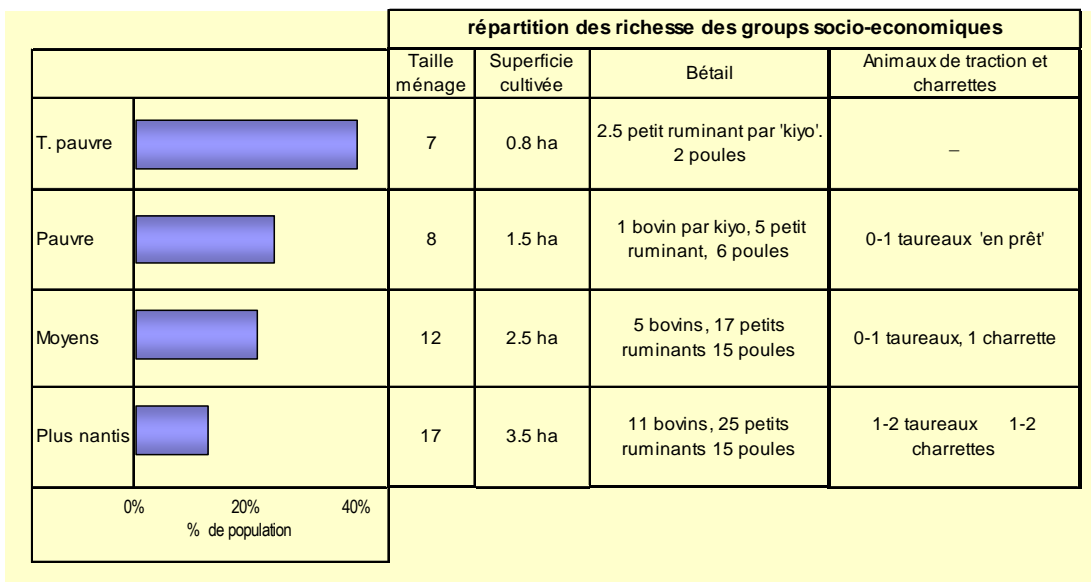
Le maraîchage est la principale source de revenu pour les ménages et ainsi freine l'exode rural. Les produits maraîchers et la canne à sucre sont exportés à l'intérieur du pays et vers le Nigeria surtout cette année à cause de la mauvaise production agricole au nord.

IV.2. Les groupes socio-économiques

La classification de richesse a été faite dans les villages par la population visitée. Elle est basée sur les facteurs tels que l'exploitation de la terre et le nombre des bétails possédés ainsi que la possibilité d'entreprendre des activités génératrice de revenu tel que le commerce. Dans cette classification on constate que les plus nantis ont 1 à 2 charrettes et un nombre importants de bétail (11 bovins et 25 petits ruminants). Ceci constitue une véritable source de revenu et un facteur facilitant la fertilisation des terres à travers le transport et l'épandage du fumier.

Les très pauvres n'ont pas de propre bétail néanmoins ils bénéficient de prêt d'animaux (petits ruminants) des groupes moyens et nantis à travers le système de kyo. Quand l'animal de kyo sera vendu, le bénéficiaire de kyo reçoit le tiers de la valeur de l'animal. Certains informateurs disent que la première mise bas de l'animal revient au gardien de l'animal de kyo. Les pauvres quant à eux bénéficient d'un bovin typiquement un mâle qu'ils gardent pour le plus nantis. Le mécanisme est presque le même que le kyo. Quand l'animal engraisé sera vendu, le prix d'achat de l'animal et la moitié de bénéfice que cela procure revient au propriétaire et l'autre partie du bénéfice revient au gardien de l'animal. Généralement après la vente de l'animal, un autre animal plus petit est acheté pour le remplacer et le cycle continu.

Figure 9 – Groupes socio-économiques sur la zone non irriguée



Les surfaces agricoles disponibles par personne dans cette zone sont faibles même si par ailleurs on note une inégalité dans la répartition de la terre entre les classes pauvres et les classes le plus aisées.

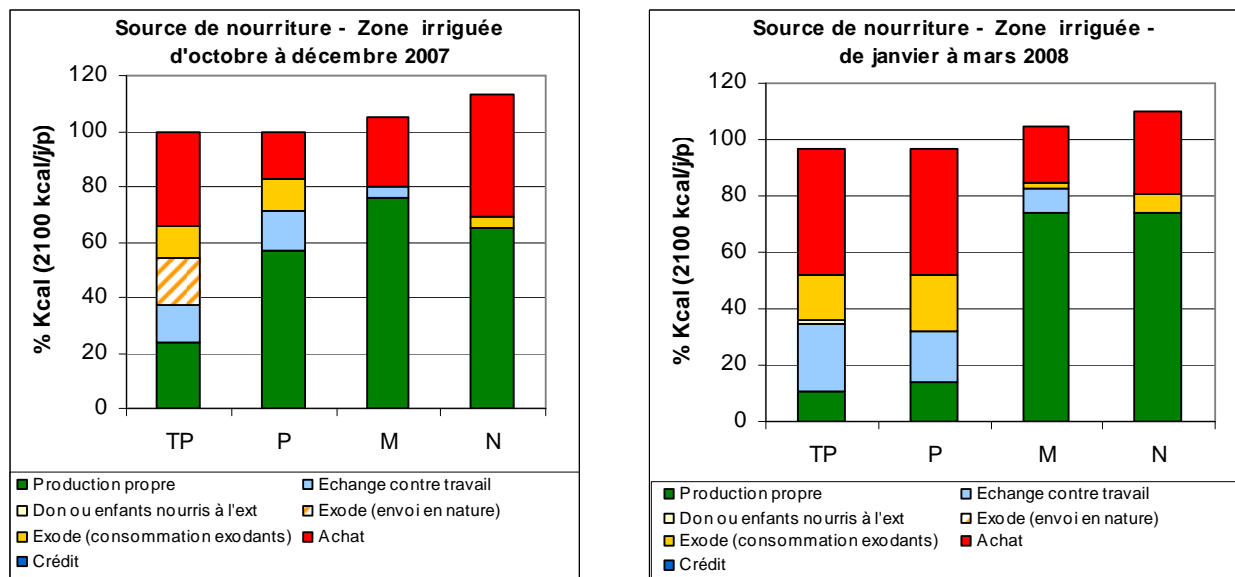
Ceci témoigne de l'augmentation de la pression sur ce capital productif du à la forte pression démographique. Les très pauvres ont moins d'un hectare à cultiver, ils consacrent la plus part de leur temps dans les champs des plus nantis et sont rémunérés soit en espèce ou en nature. Ce qui limite leur propre production.

IV.3. Source de nourriture

Au premier trimestre après la récolte, l'ensemble des groupes socio-économique couvre leur besoin alimentaire énergétique. A l'exception du groupe socio-économique des très pauvres, la production propre est la principale source de nourriture. Elle couvre 57% des besoins alimentaires des pauvres, et plus des deux tiers des besoins des classes les plus aisées.

Pour les très pauvres, les sources alimentaires sont variées en raison de leur faible niveau de production. Pas moins de 29% de leur source de nourriture proviennent de l'exode, principalement du Nigeria voisin, soit par l'économie des repas consommés par les migrants lorsqu'ils sont absents du foyer, soit par les sacs ramenés en nature. Pour les pauvres et très pauvres, il existe encore à cette saison des opportunités de travail échangé contre de la nourriture (mil) qui représente respectivement 14 et 13%. Il s'agit principalement du battage du mil.

Figure 10 et 10' – Source de nourriture zone irriguée d'octobre à décembre 2007 et de janvier à mars 2008



Lors du second trimestre après la récolte, la situation alimentaire des très pauvres et pauvres a sensiblement baissée, passant de 100% à 97%. Cette situation n'est toutefois pas encore trop critique. Les sources de nourriture sont relativement similaires pour ces deux groupes. Le recours à l'achat permet de combler 45% des besoins alimentaires, la part de la production propre dans l'alimentation est réduite drastiquement en raison des faibles capacités de production de ces groupes. Le nombre de personnes partant en exode et la durée de l'exode a augmenté, ce qui limite le nombre de bouches à nourrir au sein du foyer. En revanche, les migrants ne rapportent plus de sac de céréales en nature car le prix des céréales au Nigeria n'est pas avantageux.

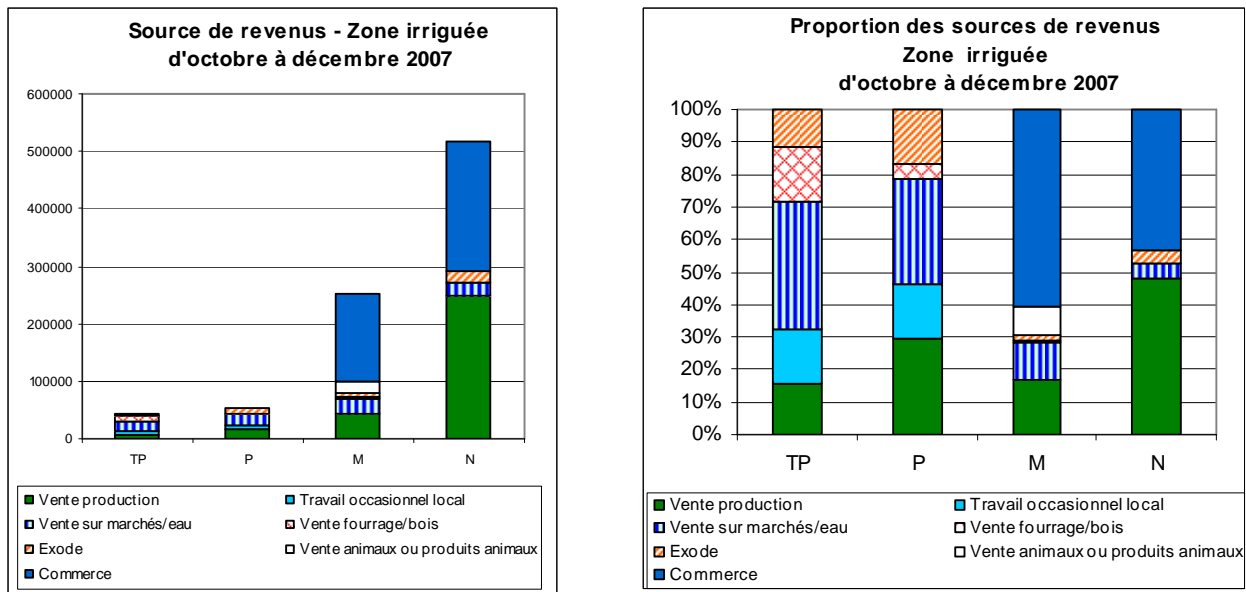
Pour les groupes moyens et plus nantis, la production agricole demeure sur cette saison la principale source de nourriture (74% des besoins en énergie), ce qui reflète la plutôt bonne production agricole. Les achats sont toujours relativement limités et vont essentiellement permettre la diversification de

l'alimentation de base : niébé, huile, tubercule, riz, etc, aliments que les deux classes les plus pauvres peuvent très rarement s'offrir. Pour ces deux groupes la situation alimentaire est bonne.

IV.4. Source de revenus en cash

Les différences de revenus entre les classes très pauvres et les plus nantis sont encore plus accentuées dans la zone sud, sud-est que dans la zone nord, nord-ouest. Le revenu des plus nantis est douze fois plus important que celui des très pauvres lors du premier trimestre, dix huit fois plus important lors du trimestre suivant.

Figure 11 et 11': Source de revenus des différents groupes socio-économiques entre octobre et décembre 2007 et proportions de ces revenus sur la zone irriguée



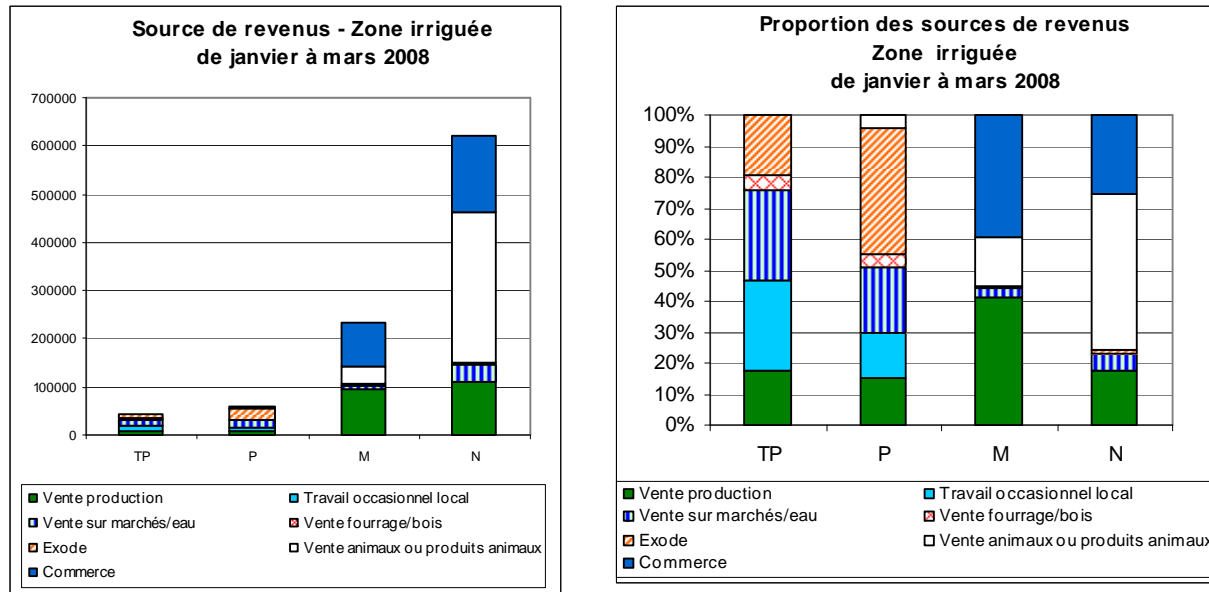
Sur cette zone comme sur la zone précédente, il existe de fortes similitudes entre les sources de revenus des classes très pauvres et pauvres et celles des classes moyennes et plus nantis. Toutefois, contrairement à la zone précédente, la vente de la production agricole occupe une place non négligeable dans les sources de revenus pour tous les groupes socio-économique. Pour les plus nantis, elle constitue au premier trimestre après la récolte la plus grosse source de revenus. Il s'agit dans une certaine mesure de la vente de niébé (très peu de l'arachide qui a peu produit) mais aussi et surtout de la vente des produits de l'agriculture irriguée. Les plus nantis investissent lors que la disponibilité en eau le permet dans la culture de canne à sucre qui s'avère lucrative. Pour les très pauvres, pauvres et moyens, il s'agit davantage de la vente des cultures pluviales et de quelques cultures maraîchères (ex).

Le travail occasionnel local (récolte de la canne à sucre, cultures pluviales, ramassage des résidus de récoltes) représente 16 à 17 % des sources de revenus des pauvres et très pauvres. Les activités de vente d'emploi, beignets, extraction et vente d'huile d'arachide représentent la plus importante source de revenus des pauvres et des très pauvres. Ces deux groupes complètent leurs revenus avec l'argent de l'exode et la vente de fourrage, résidus de récolte ou de bois.

Pour les classes les plus aisées et surtout pour les moyens, le commerce (céréales/bétail) représente là aussi une source de revenus non négligeable.

Lors du deuxième trimestre après la récolte, la proportion de la vente de la production propre chez les nantis a fortement baissé, mais par contre la vente des animaux et notamment d'un bovin d'embouche permet de gérer la moitié des revenus du ménage. Le commerce devient moins rentable à la fois pour les moyens et les plus nantis.

Figure 12 et 12': Source de revenus des différents groupes socio-économiques entre janvier et mars 2008 et proportions de ces revenus sur la zone irriguée

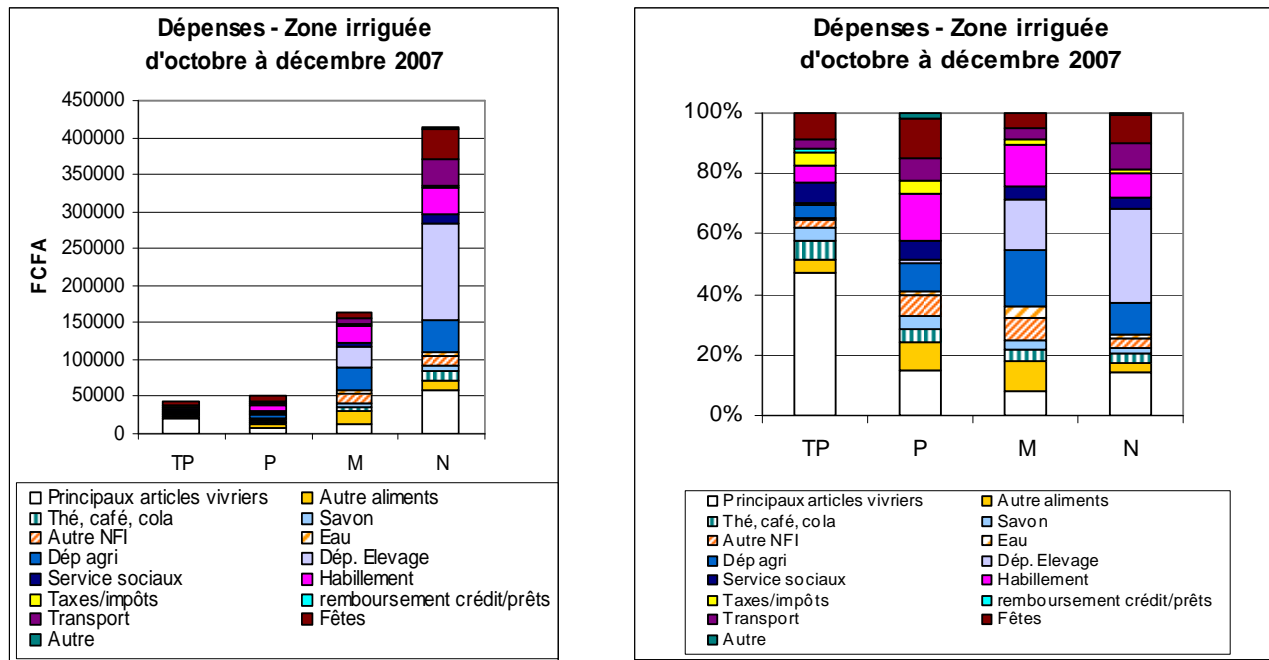


Chez les pauvres, la principale source de revenu en cash vient de l'exode (43%) alors que cette ressource plafonne chez les très pauvres qui semblent limités par le nombre d'actif pouvant partir en exode.

IV.5. Dépenses

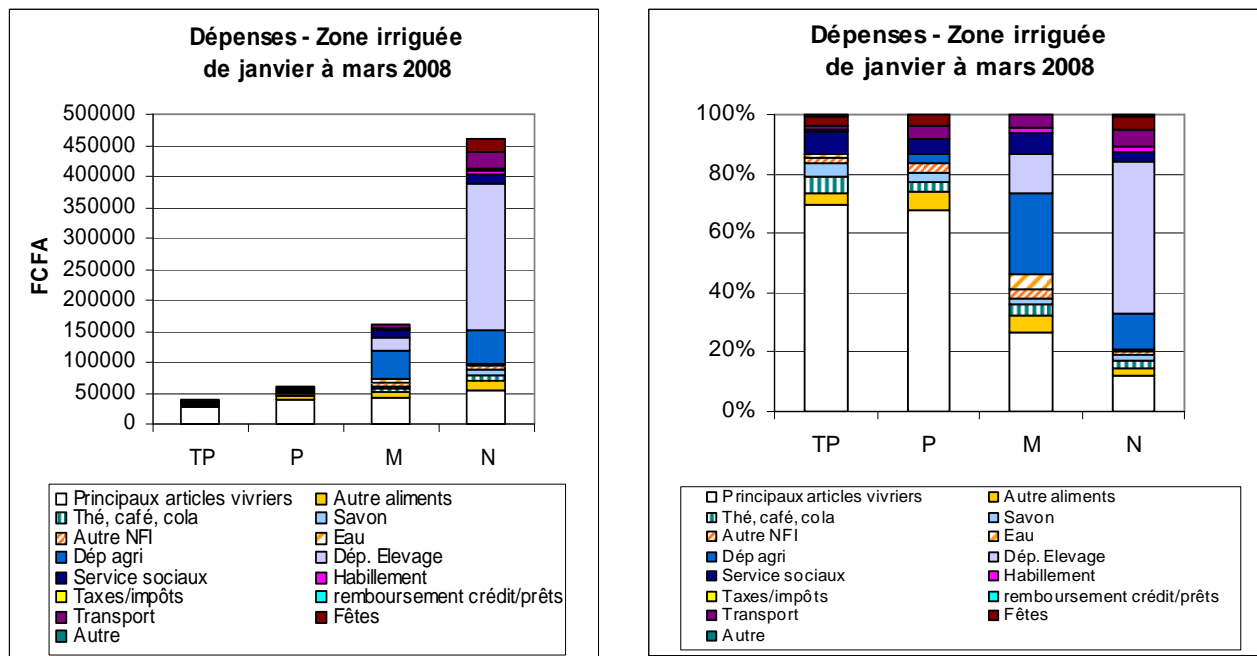
Les profils de dépenses sont relativement similaires à ceux de la zones nord / nord-ouest, si ce n'est que les dépenses alimentaires sont plus faibles pour l'ensemble des groupes socio-économiques, sauf les très pauvres, car la production agricole a été relativement bonne sur la zone. On peut également noter les dépenses et les nantis vont investir davantage dans l'agriculture, même lors de ces deux trimestres post-récolte. Ceci correspond aux dépenses liées aux cultures irriguées qui demandent plus d'intrants (engrais, pesticides) que les cultures pluviales, mais ils s'agit aussi de dépenses pour l'achat et le transport de fumier afin de fertiliser les terres pluviales.

Figure 12 et 12': Dépenses et proportion des dépenses des différents groupes socio-économiques entre octobre et décembre 2007 sur la zone irriguée



Lors du deuxième trimestre, tout comme dans l'autre zone, la majorité des dépenses (73-74%) des très pauvres et pauvres sont des dépenses alimentaires, essentiellement allouées

Figure 13 et 13': Dépenses et proportion des dépenses des différents groupes socio-économiques entre janvier et mars 2008 sur la zone irriguée



IV.6. Mécanismes d'adaptation

Les mécanismes de détresse observés dans les communautés de l'autre zone n'ont pas été observés sur cette zone. Sur la plupart des sites, l'exode des hommes a d'ailleurs été réduit car il s'avère peu rentable cette année. De même il y a eu moins de vente et hypothèque cette année comparée à l'an dernier.

V. INTERPRETATION / DISCUSSION

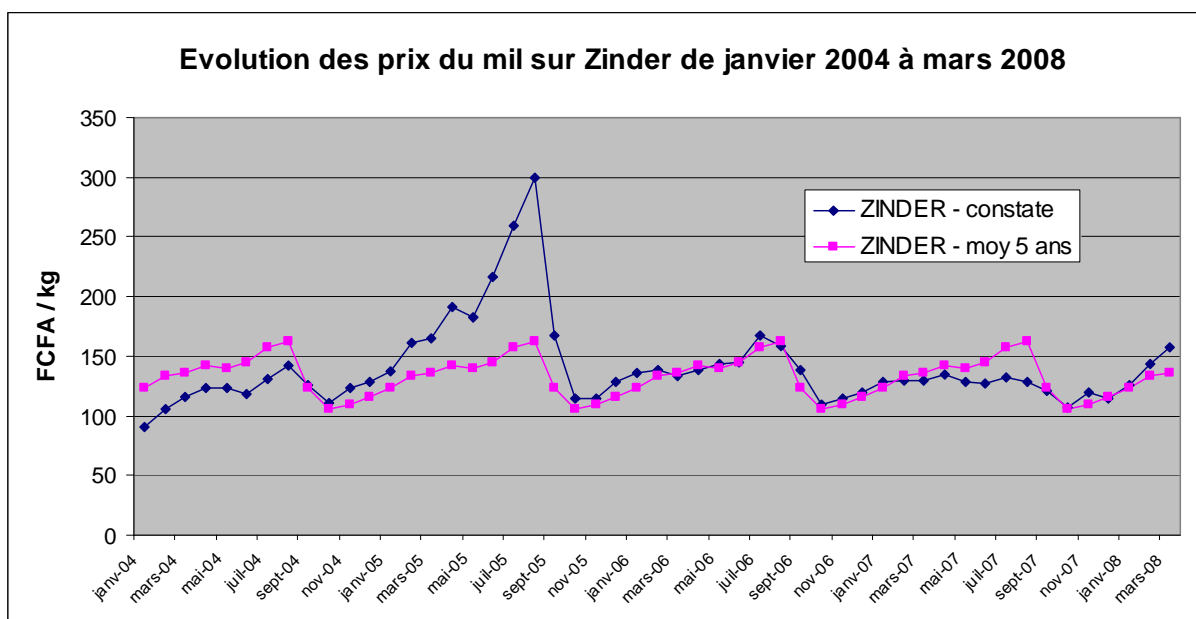
V.1. Comment la situation va-t-elle évoluer dans les mois qui viennent

A cette période de l'année, la situation alimentaire des plus pauvres a tendance normalement à se dégrader progressivement jusqu'aux récoltes des cultures pluviales (octobre). Il reste donc six mois avant la possibilité d'une amélioration de la situation et pendant cette période les ménages vont fortement dépendre des marchés pour leur approvisionnement en vivres et donc de leur pouvoir d'achat. Deux principaux facteurs vont déterminer l'accès aux vivres pour les ménages les plus pauvres :

- **L'évolution des prix des denrées de base :**

Le prix du mil était en mars 2008 à Zinder à 400 FCFA la tia soit 160 F/kg ce qui correspond à **+17% comparé à la moyenne sur 5 ans** et + 23% par rapport à l'an dernier à la même période. Ces niveaux de prix correspondent à ceux observés en mai 2005. En effet, les prix en mars 2005 étaient inférieurs à ceux de mars 2008. Toutefois, ils ont subitement augmenté en avril 2005 et atteignaient 191 FCFA/kg pour légèrement baisser en mai puis atteindre des taux très élevés les trois mois suivants. D'après les rencontres avec des commerçants et les entretiens menés dans les villages, les risques d'augmentation des prix dans les proportions qui ont été observés en 2005 dans les mois qui viennent seraient relativement faibles. Il est cependant difficile de prédire l'évolution et celle-ci va essentiellement dépendre des besoins du marché Nigérian.

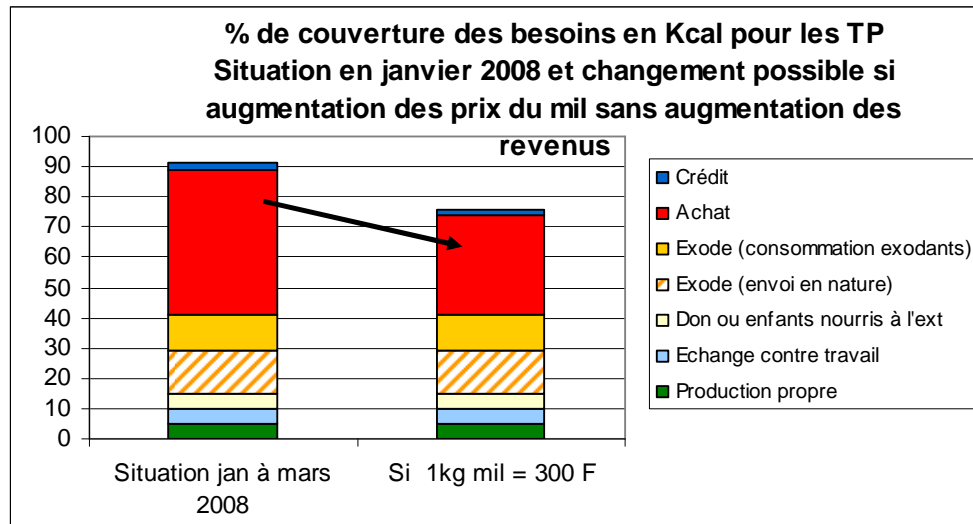
Figure 14 – Evolution des prix du mil sur Zinder de janvier 2004 à mars 2008



Source : SIMA

Pour les ménages pauvres et très pauvres dont la grande proportion des dépenses à cette période de l'année est allouée à l'alimentation, cette augmentation est déjà extrêmement contraignante et amène les ménages les plus pauvres à diminuer leur ration de base bien en dessous de leurs besoins énergétiques (91%). Si les prix du mil devaient atteindre les 300 FCFA/kg tel qu'en 2005 et que les revenus ne pouvaient pas augmenter, ni la capacité à obtenir des vivres en nature ou par l'épargne de personnes à nourrir via l'exode, le pouvoir d'achat des ménages ne permettrait alors de ne couvrir que 76% des besoins en Kcal et compromettrait la survie des membres du ménage.

Figure 15 – Simulation de l'effet de la montée des prix sur la possibilité de couvrir les besoins alimentaires (très pauvres – zone non irriguée).



Pour les ménages les plus aisés la proportion des dépenses alimentaires et plus particulièrement des dépenses des denrées de base dans leur budget total est relativement faible donc, même une augmentation drastique des prix comme celle vécue en 2005 n'affecterait très probablement pas la capacité de ces ménages à couvrir leurs besoins alimentaires de base. Toutefois, elle entraînerait la diminution d'autres dépenses, notamment l'argent investi dans le bétail, ce qui aurait des répercussions négatives sur leurs revenus dans les mois qui viennent. Il est également possible que ces classes cherchent à réduire leurs dépenses liées aux travaux des champs (main d'œuvre locale), mais cette réduction ne peut être que limitée car le travail du sol et les sarclages sont déterminants pour obtenir une bonne récolte et donc ne devraient pas trop affecter l'offre locale en travail dans les mois qui viennent, mais il y a un risque que le taux de rémunération de la main d'œuvre baisse. Les répercussions les plus probables pour les classes les plus pauvres seraient que les nantis ne seraient pas en mesure de leur accorder des crédits ou des donations. A l'inverse, si les prix restent relativement raisonnables, le support plus ou moins direct des classes aisées vers les classes les plus pauvres serait alors plus importants et constituerait dans une certaine mesure un filet de sécurité pour les plus pauvres.

- **La capacité à trouver des revenus :**

Lors des deux prochains mois (avril et mai), les opportunités de trouver du travail localement vont être très limitées sur la zone Nord / Nord-Ouest (non irriguée). Les opportunités de générer des revenus à cette période passent par la vente de bois ou de fourrage, les services, les petites activités sur les marchés. L'exode va donc être une des principales activités comme c'est le cas habituellement à cette période de l'année. Les revenus escomptés via cette source ne vont certainement pas augmenter, au contraire car le prix de la vie au Nigeria devrait continuer à augmenter sur les deux prochains mois (période de soudure). Les revenus des actifs devraient continuer à ne pas être suffisants pour couvrir

les besoins de base. La tendance observée où les femmes et les vieillards sont impliqués plus que la normale dans les activités pouvant générer des revenus devrait augmenter, ainsi que le départ temporaire de familles vers d'autres zones et la vente ou l'hypothèque des terres des plus pauvres.

Sur la zone irriguée, le maraîchage et la plantation de canne à sucre devraient continuer à offrir quelques opportunités. Cependant les opportunités sont réduites car les surfaces cultivées sont très faibles. Ces activités n'offrent des opportunités d'emploi qu'aux habitants de cette zone.

A partir du mois de juin, les opportunités de travail dans les villages devraient augmenter (préparation des sols, semis, etc) et se maintenir au cours des mois suivants jusqu'en octobre (sarclage puis récolte du niébé, etc). Il y a toutefois un risque que le taux de rémunération du travail soit faible si la demande est très forte (ce phénomène avait été observé en 2005). Enfin, pendant la période de cultures agricoles, les pauvres et les très pauvres vont devoir cultiver leur propres champs en même temps que de travailler dans les champs des autres, ce qui limite leur opportunités à aller chercher des revenus ainsi que l'investissement dans leurs propres cultures et ne permettra pas d'obtenir un rendement optimum.

V.2. Comment se situer par rapport à la crise de 2005 ?

Alors que la situation se dégrade nettement, au moins sur la zone Nord et Nord-Ouest du département, il est tentant d'étudier les similitudes et les différences et surtout la sévérité de la situation par rapport à l'année 2005, encore très présente dans les esprits. Tout comme en 2005, les causes des difficultés ne sont pas simplement des difficultés liées à l'environnement et l'économie nigérienne, mais s'inscrivent dans un contexte plus vaste et surtout rappellent les fortes interactions économiques et sociales entre le Niger et le Nigeria sur cette zone. Par contre, il existe un certain nombre de facteurs qui sont très différents de la situation de 2005 et vont aggraver certains aspects tout en en atténuant d'autres.

Facteurs d'atténuation :

- **Le bon maintien des prix du bétail** : deuxième produit d'exportation du pays, la bonne santé de l'économie de l'élevage est un facteur important d'atténuation des risques d'une crise alimentaire majeure. En effet, cette année, contrairement à 2005, les animaux sont dans bon état d'embonpoint, la situation zoosanitaire est normale et la demande vers le Nigeria est constante. Les ménages disposant d'animaux semblent donc assurés du maintien du prix du bétail et donc du revenu de l'élevage. Par contre, il y a des inquiétudes quant au prix très élevé du fourrage cette année sur la zone qui augmente les dépenses liés à l'élevage et donc les bénéfices que cette activité génère. Ceci est à surveiller car la capacité des ménages aisés ruraux à offrir aux plus pauvres du travail localement va fortement dépendre des recettes de leurs activités dans les mois qui viennent et surtout pendant la période des travaux agricoles (juin à août).
- **Une meilleure organisation de l'Etat et des services étatiques pour la réponse aux crises alimentaires** : le gouvernement dispose d'un Plan de Soutien aux populations vulnérables et qui peut être activé pour soutenir les populations en cas de dépassement de certains seuils d'alerte⁸. Par ailleurs, l'OPVN a mis en réserve des stocks de vivres qui seront vendus à prix modérés (ventes à prix modérés) lors de la période de soudure dans la localité de Matameye. Par ailleurs, le comité régional de prévention et de gestion des crises alimentaires (CR/PGCA) veille à l'évolution de la situation en collaboration avec les différents acteurs. Par ailleurs il

⁸ Se référer à la page 35 du Plan National de Contingence – Volet sécurité alimentaire et nutrition

faut signaler des stocks assez importants existent dans les banques céréalières mises en place par les partenaires.

- **Des partenaires plus nombreux présents sur le terrain pour assurer l’alerte et soutenir la réponse aux populations** : par rapport à 2005, il y a sur Zinder un nombre plus important d’ONG internationales qui opèrent sur la région. Au niveau du département de Kantché, Save the Children UK assure la récupération nutritionnelle des enfants souffrants de malnutrition aiguë dans les sites CSI du département. Un soutien à la réponse du gouvernement à l’insécurité alimentaire des ménages pourrait être apporté dans la mesure des capacités de l’organisation si celle-ci était envisagée. D’autres ONG interviennent sur la zone dans différents secteurs au travers de programme de développement tels que ASAPI, Aquadev, GOAL, HKI, PADAZ et contribuent à l’amélioration des conditions de vie des populations.
- **Le bénéfice de l’exonération des soins aux enfants de moins de cinq ans** : dans presque toutes les localités interrogées, les populations ont souligné l’effet positif de l’accès gratuit au soin pour les jeunes enfants sur leur statut sanitaire qu’ils estiment nettement meilleur qu’en 2005. De plus, cette mesure permet l’épargne d’une dépense qui peut ne pas être négligeable considérant les difficultés économiques des ménages. Cette mesure semble en effet être une bonne mesure de protection sociale des plus pauvres, assurant aux jeunes enfants quelque soit les difficultés économiques de leurs parents un accès aux soins.
- **La bonne commercialisation des produits maraîchers** : cette année la demande en produits maraîchers est élevée. En temps normal, la demande est plutôt une demande interne (la production est consommée dans la région de Zinder et Maradi. Cette année il y a une forte demande en produits maraîchers et surtout en choux vers le Nigeria qui est due à une faible production en raison d’attaques de sautériaux en début de culture. Les prix de vente via ce circuit commercial sont donc avantageux et apportent des sources de revenus non négligeables aux villages de la zone sud, sud-est bénéficiant de cette activité.

Facteurs aggravants :

- **Le manque de revenus de l’exode**: le manque de revenus de l’exode est apparu, au moins sur la zone Nord, Nord-Ouest du département comme le facteur le plus aggravant. La plupart des entretiens menés auprès des villageois ont fait état de revenus des migrations (en cash ou nature) réduit de moitié par rapport à l’an dernier. Ce qui est très inquiétant sachant qu’en temps normal les migrations sont un des principaux mécanismes de survie pendant la période dite creuse de la saison sèche. Il semblerait également d’après ces mêmes entretiens, qu’année après année, le nombre de migrants vers le Nigeria venant des différents pays de la sous-région s’accroît et de plus en plus, l’offre ne suit pas la demande. Année après année, il y aurait donc une saturation de cette source de revenu qui deviendrait donc de moins en moins rentable sur le moyen terme et pas seulement pour cette année.
- **L’érosion de la résilience des populations et leur vulnérabilité face aux chocs macro-économiques**: la crise de 2005 a fortement affecté les populations de la zone et principalement les populations les plus pauvres. Chaque année, une proportion de ces ménages ne peut plus faire face à leurs dépenses et doivent se défaire de leurs biens productifs (vente d’animaux, vente et hypothèque de terres). Ces populations dépendent donc de moins en moins de leur propre production, ont de moins en moins de biens à vendre pour faire face aux crises et se retrouvent de plus en plus dépendantes de facteurs macro-économiques (marché du travail, marché des céréales) qui sont difficiles à contrôler et pour lesquels il est difficile d’apporter des réponses.

VI. Recommandations

- **Surveiller l'évolution de la situation alimentaire et nutritionnelle**

Bien que la situation ne soit encore pas catastrophique au moment de l'enquête, il reste encore six mois avant les prochaines récoltes et la situation ne peut que continuer à se dégrader. Plusieurs facteurs sont à surveiller de près, notamment l'évolution des prix des céréales, le nombre d'admissions des enfants de moins de cinq ans dans les CREN, la migration des actifs et des familles entières, le taux de couverture des besoins énergétiques mais aussi les facteurs permettant d'évaluer le revenu et surtout le revenu des plus pauvres (indicateurs économiques sur le nord du Nigéria, prix de vente du bois, du fourrage, taux de rémunération de la main d'œuvre locale, etc).

Des enquêtes complémentaires mensuelles sur ces deux zones suivant ces quelques indicateurs clés seraient nécessaires pour mettre à jour cette analyse et mesurer la sévérité de la dégradation de la situation.

- **Apporter un soutien d'urgence aux populations les plus vulnérables sur la zone non irriguée :**
 - **Protéger les enfants les plus à risque en apportant une ration de supplémentation**

Sur la zone non irriguée les ménages les plus pauvres qui représentent 40% des ménages ont subi en l'espace de trois mois une diminution substantielle de leur ration alimentaire en quantité et en qualité. Alors que cette ration n'apporte déjà pas en temps normal une alimentation équilibrée, cette dégradation a forcément des conséquences sur le statut nutritionnel de ces populations qui est déjà très précaire. Les enfants sont les premiers à en souffrir. Aussi, l'apport d'une ration de supplémentation pour tous les enfants de moins de trois ans (environ 16 000 enfants) de cette zone jusqu'à la fin de la période de soudure paraît-elle nécessaire (blanket feeding).

- **Maintenir un pouvoir d'achat minimum pour permettre aux ménages les plus pauvres de couvrir au moins leurs besoins énergétiques**

Le pouvoir d'achat des ménages les plus pauvres ne leur permet pas de couvrir leurs besoins alimentaires de base. Les ventes à prix modérés, bien qu'utiles ne sont pas toujours accessibles aux plus pauvres et les quantités engagées ne permettront pas de profiter à tous jusqu'à la fin de la période de soudure. La capacité d'agir sur les prix est relativement limitée et si ceux-ci continuent à monter, une aide en cash ou en vivres va être nécessaire pour près de 5000 ménages (environ 40% des ménages de la zone non irriguée) pour compléter les revenus et permettre aux actifs de rester au village le temps de la période de culture.

- **A moyen et long termes, investir plus largement dans le développement économique de la zone**

Le développement des cultures maraîchères sur le sud du département est un important facteur d'atténuation des difficultés actuelles par la production d'activités économiques et de nourriture sur la zone. Le département de Kantché bénéficie de la proximité du Nigéria et de la ville de Zinder et la zone bien que connaissant des difficultés écologiques croissantes disposent tout de même d'une relativement bonne pluviométrie comparées à d'autres zones du Niger. Le développement des productions agricoles et animales est donc possible mais nécessiterait davantage d'investissement sur les long et moyen termes. Celui-ci permettrait aux ménages de la zone d'être moins dépendant de facteurs externes et macro-économiques difficilement contrôlables.

- **A moyen et long termes, mettre en place des filets de sécurité pour permettre aux plus pauvres de maintenir un niveau économique acceptable en cas de crises.**

Le problème de l'insécurité alimentaire est récurrent sur cette zone comme ailleurs au Niger. Des mécanismes permettant d'apporter un soutien systématique ciblé vers les ménages les plus pauvres lorsque la période de soudure est difficile serait nécessaire pour éviter que ceux-ci n'aient à enclencher des mécanismes tels que la vente de leur biens productifs, ou les migrations de détresse qui engendrent par exemple le retrait des enfants de l'école. Ces mesures viseraient à garantir un minimum économique et social. Une étude serait nécessaire pour voir quels mécanismes seraient les plus appropriés.